

*L'Adresse—M. Broadbent*

• (1640)

Le premier ministre, comme à son habitude, qualifie l'approche du gouvernement de «généreuse» et de «massive». Il a parlé, par exemple, d'un «programme d'adaptation massif» et d'un «programme généreux». Ensuite, maniant comme toujours la litote, il a dit qu'il n'y aurait pas au monde de «meilleur programme» pour venir en aide aux hommes et aux femmes qui se feront imposer, par suite d'un accord contre lequel la plupart des Canadiens ont voté, un programme économique qui leur fait perdre leur emploi. Nous savons maintenant que le gouvernement n'a nullement l'intention d'agir ainsi.

[Français]

Au lieu de respecter ses promesses, le gouvernement dit qu'il est en train d'étudier les recommandations complètement inadéquates faites par le comité de Grandpré. Avant les élections, pendant les élections, les lobbyistes du monde des affaires ont organisé une campagne agressive en faveur de l'entente commerciale avec les Américains et du parti conservateur. Encore une fois, les intérêts des travailleurs et travailleuses sont mis de côté pour que le gouvernement puisse respecter l'agenda de ses amis, le monde des affaires.

[Traduction]

Depuis les élections, nous voyons se produire ce que, de toute évidence, le monde des affaires avait en tête lorsqu'il s'est rallié au programme électoral des Conservateurs et, en particulier, à l'accord de libre-échange.

Depuis quelques mois, il ressort de certains discours, communiqués ministériels et déclarations de représentants des milieux d'affaires que les Conservateurs et le monde des affaires se sont entendus sur un programme bien défini. Tout ce qu'ils souhaitent d'un commun accord, c'est de réduire sensiblement les dépenses publiques et de frapper les Canadiens d'une nouvelle taxe de vente massive et régressive. Ils ne parviendront pas à leurs fins, c'est moi qui vous le dis.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Je voudrais pendant un instant montrer que ce ne sont pas simplement des slogans ou préconceptions qui ont fait penser à notre parti social-démocrate que cela se produirait inévitablement. Parfois, on est surpris. Nous aurions aimé l'être au lieu d'assister à l'attaque concertée—c'est le nom que je lui donne—que le monde des affaires et le gouvernement conservateur

dirigent contre la population canadienne depuis les dernières semaines.

Le Conseil d'entreprises pour les questions d'intérêt national, l'Association des manufacturiers canadiens, l'Institut C.D. Howe et la Chambre de commerce du Canada ont tous véhiculé le même message dans les instances qu'ils ont présentées au gouvernement ces dernières semaines et dans les communiqués qu'ils ont transmis à la population canadienne avant la présentation du discours du Trône. Le message était clair: il fallait procéder à des compressions dans le secteur public en général et dans les programmes sociaux en particulier.

Le monde des affaires aimerait convaincre les Canadiens de ses bonnes intentions. On aimerait nous faire croire que la source de préoccupation, la seule et unique, c'est le déficit. Chez certains, c'est effectivement le cas et ils en font une priorité, mais pas nous.

Il ne faut pas se faire d'illusions dans notre type de société, que ce soit au Canada, en Europe de l'Ouest ou aux États-Unis d'Amérique: il y a une lutte de pouvoir constante entre ceux qui ont déjà investi des sommes appréciables dans notre système économique et le reste de la population. Cette lutte se livrait ouvertement avant le discours du Trône et le monde des affaires a vu dans le parti conservateur du Canada le parfait instrument de sa réussite.

Si les milieux d'affaires ne se préoccupent vraiment que du déficit, comme ils le soutiennent, pourquoi alors n'ont-ils pas présenté des solutions différentes de celles qu'ils ont adoptées. Pourquoi est-ce qu'ils portent toute leur attention sur les programmes sociaux et le besoin, comme ils disent, d'une réforme de la taxe de vente? La taxe de vente constitue la forme d'impôt la plus régressive qui puisse exister dans une société. Les membres des groupes d'entreprises que j'ai énumérés ont-ils déclaré: «Mettons fin à tous ces programmes qui sont économiquement inefficaces mais si rentables et si profitables pour nous?»

**Des voix:** Oh non!

**M. Broadbent:** Cela aurait pu alléger quelque peu le déficit. Mais non, ils ne l'ont pas fait. Ont-ils proposé un impôt minimum pour toutes les sociétés qui enregistrent des profits, impôt déjà appliqué non seulement aux États-Unis, mais aussi dans de nombreux autres pays industriels? L'ont-ils fait?